

# Le libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

### ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 6 fr. »  
Six mois. . . . . 3 fr. »  
Trois mois. . . . . 1 fr. 50

### ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal  
à l'Administrateur

### ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an. . . . . 8 fr.  
Six mois. . . . . 4 fr.  
Trois mois. . . . . 2 fr.

# A bas les Casernes !

## Une mère à son fils

Voici venue l'heure tant redoutée des mères : la Caserne ouvre ses portes toutes grandes aux jeunes hommes de vingt ans.

Voici vingt ans que je suis mère.

Tu étais là, tout frêle, petite vie hésitante, subordonnée aux vouloirs de ceux qui t'entouraient et déjà un homme vint, le médecin de l'état civil, qui dit :

« C'est un futur défenseur de la Patrie ! »

Toi, le tout petit inoffensif et désarmé, tu étais le futur artisan de l'œuvre de mort, tu étais, petite chair rose venue de moi, de la chair à fusil pour l'avenir.

Il y a vingt ans de cela.

Aujourd'hui, te voilà bon pour la caserne, bon pour l'esclavage, bon pour le crime, bon pour l'abattoir.

Les autres se bornent à pleurer. Moi, je ne suis pas résignée.

J'ai voulu, de mon fils, faire un homme droit, intelligent et bon, fier et libre.

Les gouvernants veulent en faire un esclave, un lâche, un assassin ou, en cas de révolte, une victime.

Au nom de quoi ?

Ils t'ont dit : « L'heure a sonné de payer ta dette à la Patrie. Jeune homme, tu dois faire abstraction de toi-même, plier ton vouloir sous le vouloir d'autres hommes. La seule qualité qu'on réclamera de toi sera l'obéissance, mais une obéissance passive. Tu seras l'instrument l'automate qu'on fait marcher à volonté. Ton rôle est beau. Tu es un défenseur de la Patrie. »

La Patrie ?

C'est-à-dire une portion de terre, délimitée par des hommes et au-delà de laquelle commence une autre Patrie où vivent des hommes semblables, aux mœurs similaires, aux besoins pareils. Ici, la France ; vingt mètres plus loin, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie ou l'Espagne.

La mère Patrie, la bonne mère à laquelle le misérable doit payer sa dette (?) encore plus que le riche, la Patrie qu'ont chantée les poètes, la Patrie est un leurre, tu le sais. Tu sais que les Allemands, les Russes, les Chinois, les nègres et les peaux-rouges sont des hommes et que le seul ennemi c'est le maître, celui qui, sur son semblable, fait acte d'autorité.

Alors, qu'irais-tu faire à la caserne ? Songes-y, bien !

La Caserne, c'est l'affaîssissement moral inévitable, c'est la chambrée avec le laisser aller, la saleté physique et intellectuelle, les mauvaises habitudes contractées pour toujours peut-être.

La Caserne, c'est l'obéissance passive à tous les ordres, si ineptes soient-ils. C'est l'avilissement, c'est l'abdication de la volonté.

La Caserne, c'est l'école de l'assassinat, c'est là que s'élabore la défense du Capital par le Travail ; c'est de là qu'on mène les ouvriers d'hier vers les gréyistes en disant : « Tirez ! »

La Caserne, lorsqu'on ne sait pas se plier, c'est l'antichambre de Biribi.

La Caserne, c'est toute la pourriture, toutes les tares, toutes les hontes, tous les crimes.

As-tu songé un instant seulement que tu pourrais abdiquer ta personnalité au point de te courber sous le joug du militarisme ; as-tu pensé apprendre sans révolte le métier d'assassin ?

Mon orgueil de mère se refuse à te croire capable de cette compromission.

Plutôt que de te revoir dégradé, avili par la discipline, abaissé aux besognes immondes d'assassin, je préfère ne te revoir jamais, mon enfant chéri.

Le monde est grand ! et la misère possible est préférable à la misère morale qui t'attendrait là-bas, dans cette caserne où des hommes enferment des hommes pour les dresser à des œuvres de mort.

UNE MÈRE.  
Pour copie conforme  
A. Mahé.

## S'ils voulaient...

Dans quelques jours, tu ne seras plus Pierre, Jacques, Jean, François ; tu seras Pitou, un Pitou grotesque, bouffon et lamentable aussi, le Pitou de Polin, vêtu de drap garance et gros bleu ; tu symboliseras le meurtre inconsciemment commis, tu seras pour deux ans l'outil de l'exploiteur.

Oui, mon vieux, l'outil ! Ça te vexé hein ! cette appellation, toi, le gars blagueur du faubourg, toi, le rigolo « dessalé ». Eh bien ! c'est comme cela, pourtant ; tu rejoindras à la caserne ton frère, le gars des champs et, tous deux, vous vous plierez sans doute à la discipline, vous serez de la grande Mueffe. La Mueffe qui fait tout, qui distribue des lettres quand les facteurs sont en grève, qui fait marcher les appareils télégraphiques, les chemins de fer, qui creuse des tombes. Car vous serez de toutes les fêtes, de toutes les corvées, et, au besoin, si l'on vous en donne l'ordre, vous tirerez sur vos frères, les travailleurs.

Toi, l'artisan, toi, le laboureur, vous serez pour deux ans des domestiques à

petits gages. On vous octroiera généreusement un sou par jour, moyennant quoi vous serez tenus de défendre la Patrie, avec un grand P s'il vous plaît.

La Patrie, votre Patrie...

Dites, savez-vous ce que c'est que votre Patrie, à vous ?

Eh bien ! mes amis, votre Patrie, c'est le banquier, le spéculateur, le truiste, le commerçant voleur, le propriétaire rapace ; votre Patrie ! c'est l'homme politique à double face, c'est Janus, l'ami du peuple, le jésuite tricolore, l'homme de la défense républicaine, qui fait fusiller le peuple, quand le peuple murmure...

La Patrie, c'est aussi l'esprit de routine qui vous dit : à quoi bon ?... C'est la glu des préjugés, le mensonge, la haine imbécile, irraisonnée, le meurtre... Et vous, les bons gars probes, vous vous ferez les défenseurs de cette Patrie, de cette routine ?...

Vous irez à la caserne, et là, vous aurez honte, peut-être, de votre propre moralité, vous voudrez parler le langage des « anciens » ; l'esprit de la maison vous pénétrera, vous aimerez l'ordure, les refrains grossiers ; votre personnalité se fondra dans un matricule, vous serez Pitou, volontairement, comme les autres.

Et pourtant, même à la caserne, est-il vraiment si difficile de rester un homme ?

Il faut seulement, pour cela, raisonner un peu. Au lieu de copier servilement les travers stupides des camarades de chambrée, il faut faire en sorte que ceux-ci se modèlent sur vous.

Il faut avoir confiance en soi, vouloir à tout prix rester propre, net, répondre aux blagues, aux boniments tout faits, aux quolibets des ignorants, par un haussement d'épaules dédaigneux.

Quelle joie constante de se sauver un peu tous les jours, de se préserver de l'abrutissement, de conserver son « moi », de désiller des yeux !

Si beaucoup de pions suivaient cet exemple, s'ils gardaient leur dignité, s'ils pensaient un peu plus, le militarisme serait bien malade.

Oui, si vous vouliez rester des hommes, si vous refusiez d'être les vœux à tout faire de la clique capitaliste, voyez donc, ce que nous pourrions faire, nous, les travailleurs, qui vous trouvons toujours avec vos fusils pour nous barrer la route, quand nous revendiquons notre droit à la vie !

Vous seriez, ce que vous vous devriez être depuis longtemps, des frères pour nous, puisque vous êtes des nôtres. Vous n'obéiriez plus à la galonnaille qui, elle-même, obéit à nos affaires.

Vous seriez vraiment des hommes, et non des machines à fabriquer des cadavres, et vous viendriez avec nous danser une joyeuse farandole autour des fusils et autres ustensiles de meurtre, qui se consumeraient dans un immense feu de joie.

Eugène Péronnet.

## A QUOI SERT L'ARMÉE



— Sergent ! vos hommes en grande tenue demain matin, ils sont de planton.  
— Devant la Banque, mon lieutenant ?  
— Non, devant la Guillotine !

## La Foire aux larbins

Elle se tient, paraît-il, aux grandes manœuvres. Le sénateur Charles Humbert, un militariste à tous crins cependant, en est outré. Il trouve que le général commandant le 12<sup>e</sup> corps est un sale individu et il ne le lui envoie pas dire.

Déquitez-moi d'abord ces documents qui a paru dans les « Décisions » de tous les régiments du 12<sup>e</sup> corps :

### DÉCISION DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1910

Commandement

Plantons pour le général commandant le 12<sup>e</sup> corps. — MM. les chefs de bataillon proposeront et présenteront demain matin au colonel :

1<sup>o</sup> Un soldat exerçant la profession de valet de chambre ou analogue ;  
2<sup>o</sup> Un soldat exerçant la profession de jardinier ou analogue.

Ces soldats, non libérables, devront avoir une conduite irréprochable, de façon à pouvoir être détachés en qualité de plantons au quartier général du corps d'armée.

Les deux soldats désignés par le colonel seront présentés au général au cours des manœuvres, le 5 septembre.

Il y a donc des généraux, à l'exemple du général Pelecier nous l'apprend, fulmine l'Humbert, « qui voient surtout dans cette mobilisation partielle un moment propice pour inspecter les régiments sous leurs ordres à peu près comme ils visiteraient les bureaux de placement de leur garnison, afin d'y dénicher les gens de maison et de mettre les plus aptes à bien entretenir leur hôtel et soigner leur jardin ! »

Et plus loin :

Voilà qu'un commandant en chef à l'impuudence de prélever, dans ces rangs que nous voulons à tout prix pressés et nombreux, des soldats d'élite qu'il accapitèra jusqu'à leur libération pour son agrément particulier, pour avoir, presque sans bourse délier, un train de maison somptueux. Dans quelques jours, les troupes qui secourront les tapis et greffieront les rosters, de M. le

général Polacier seront peut-être deux de ces braves garçons enrôlés à leur mère veuve ou à leur père infirme qu'ils nourrissent sur leur salaire ! Au nom de l'intérêt supérieur de la patrie, ils ont été contraints d'abandonner leur quinquain et de laisser leurs parents à la charité publique. Et maintenant, on fait d'eux les domestiques à 60 francs par an d'un général qui touche 18.900 francs de solde et une somme supérieure pour ses frais de service, son traitement de commandeur de la Légion d'honneur, ses frais de déplacement et autres indemnités accessoires !

Un sénateur qui vous tient, dans le Journal, des propos comme en ont tenu de tout temps les anarchistes, voilà qui n'est pas mal, n'est-ce pas ? Il est vrai que notre homme parle « dans l'intérêt de l'armée. »

Ces auteurs sont la preuve, en tout cas, que nous avions raison quand nous faisions la critique de l'armée, critique refaite, sur ce point, par Urbain Gohier et que Charles Humbert semble déconcrir aujourd'hui.

Quand donc les jeunes gens qu'on envoie, au nom de la sacro-sainte Patrie, servir de jeunes ou de larbins à bas prix, se rendront-ils à l'évidence en reconnaissant que tous nos dires sont également confirmés par les faits ? Quand donc seront-ils avec nous pour jeter à bas l'armée, instrument essentiel d'exploitation, de tyrannie sociale ?

## JEUNE SOLDAT...

Tous les ans, au mois d'octobre, tandis que les feuilles commencent à tomber et que la vie semble s'éteindre, vient le départ de la classe.

Aux beuveries du conseil de révision avec, comme corollaire, l'inévitable visite aux maisons closes ; aux chansons obscènes et aux cris mille fois répétés de « Vive la classe ! » succède, chez les conscrits, une sombre tristesse, malgré les fantaronnades et les rires qui sont faux. C'est l'obsession de la caserne ; deux ans à passer dans une atmosphère morale odieuse, mortelle. Eh oui ! mortelle, car, pendant deux ans, toi, ouvrier, futur soldat, qui me dis, tu ne seras plus un homme, mais un automate, une machine, un matricule ; durant deux ans, tu subiras l'obéissance passive, car si tu te révoltais, si, malgré ton avachissement, tu avais un sursaut de dignité et refusais d'obéir alors ce serait la prison ; si tu esquisais un geste de révolte, ce serait Biribi, avec son cortège de tortures morales et physiques. Biribi d'où l'on ne revient pas toujours.

Donc, tu seras un bon soldat. Tu as entendu répéter maintes fois que c'était « l'usage », et, sans plus réfléchir, tu t'en iras à la caserne. Quand tu en reviendras, tu seras un bon citoyen, un bon électeur, un bon ouvrier, un bon père de famille.

Certes, tu voudrais bien ne pas aller au régiment, car, en somme, tu n'es pas un ardent patriote, mais tu as peur du gendarme qui viendrait te chercher si tu « omettais » de te rendre à la caserne ; tu ne veux pas avoir d'ennuis ; trop de choses te retiennent pour que tu refuses carrément à porter la livrée criminelle. Aussi, tu pariras, le cœur gros, retenant les larmes, mais après avoir répété, pour faire « comme les autres » : « Vive la classe ! »

Cependant, au cours de ton service, des événements imprévus peuvent surgir : tu pourrais être appelé à aller « civiliser » d'innocentes « sauvages » à coups de bâton ; tu pourrais également être appelé à « maintenir l'ordre », comme cela est arrivé pour les devanciers à Fourmies, Narbonne, Ville-neuve, etc. Mais alors, que penses-tu de l'armée et de la Patrie ? — car n'oublie pas que c'est pour défendre la Patrie que tu seras encaserné.

Vas-tu l'apercevoir enfin que cette Patrie n'est qu'un prétexte pour nos exploités d'entretenir ces formidables armées, qui sont toujours au service des capitalistes contre les travailleurs, et que nos véritables ennemis ne sont pas au-delà des frontières, mais en deçà. Souviens-toi de Limoges, où l'armée a été mise au service des patrons américains contre leurs ouvriers porcelainiers.

Mais quelle sera ton attitude, à toi, exploité, qui souffres comme nous, si on te commande de tirer sur ces « énergumènes » qui prétendent revendiquer leur droit à la vie ?

Oublieras-tu ta condition civile, les souffrances à la caserne et voudras-tu ajouter une victoire de plus sur le torchon de la République des Fallières, des Lépine et des Briand, en trahissant tes frères de misère, en tirant sur eux ?

Ou bien, devant la brutalité des faits, verras-tu enfin que tout ce que tout ce que l'on t'a enseigné sur la Patrie, l'armée et le drapeau, n'est que mensonge et hypocrisie ?

Ah ! quand refuseras-tu d'être l'instrument de tes ennemis ? Quand te révolteras-tu, en passant de notre côté pour donner l'effort nécessaire qui renversera la société capitaliste, en lui substituant un régime tendant de plus en plus vers notre but : le communisme-anarchiste ?

G. Fournier.

# L'INÉVITABLE GUERRE

Au moment où le gouvernement opère la rafle annuelle de la jeunesse valide de ce pays, il est bon d'étudier quels sont les risques de guerre que courent les peuples européens.

Un simple coup d'œil sur le développement industriel et commercial des divers pays européens nous montre ceci : Pendant les vingt dernières années, l'Allemagne a vu se développer son industrie et son commerce d'une façon extraordinaire. Le commerce allemand est même arrivé à concurrencer sérieusement le commerce anglais.

Par son chiffre d'exportation, le commerce allemand arrive au premier rang, après l'Angleterre, avec, pour 1909 un total de 18 milliards ! Le chiffre des exportations françaises s'élève, pour la même année à 12 milliards. Les exportations françaises, pendant les vingt dernières années, se sont accrues dans une proportion de 52 % ; les exportations allemandes dans une proportion de 124 % !

Devant cette situation, l'oligarchie capitaliste anglaise, voyant sa prépondérance menacée, a obligé l'Etat anglais à suivre une politique spéciale vis-à-vis de l'Etat allemand.

Ce fut la politique d'Edouard VII au lendemain de Fachoda et de la guerre du Transvaal.

Cette politique consistait à isoler l'Allemagne et à lui aliéner tous les Etats européens. Elle nous donna l'entente cordiale des Etats anglais et français, le voyage du pendeur de Russie en Angleterre, France et Italie.

Cette politique-là faillit déclencher une conflagration européenne à propos du Maroc.

Ce fut aussi grâce à cette politique d'isolement de l'Allemagne que le régime jeune-turc fut instauré à Constantinople au moyen des loges maçonniques de Salonique, derrière lesquelles il y a naturellement les gouvernements anglais et français. Edouard VII lui-même était un frère... Et tout cela, dans le but de civiliser la Turquie, mais bien pour détruire l'influence allemande qui prédominait à Constantinople, auprès du sultan rouge.

L'Etat allemand représente une oligarchie industrielle puissante, mais ces industriels sont dans une situation financière désastreuse et ils ont grand besoin de capitaux pour développer leur industrie et s'enrichir toujours davantage. Aussi, lorsque les difficultés du Maroc furent applanies, on annonça qu'on allait donner l'autonomie à l'Alsace-Lorraine. Le gouvernement allemand préparait l'opinion pour arriver à faire coïncider les valeurs allemandes à la Bourse de Paris et procurer ainsi les capitaux nécessaires aux industriels allemands.

L'Etat autrichien, de son côté, allait lancer un emprunt en France et le gouvernement français ne semblait pas vouloir opposer son veto.

Mais voici que les choses prennent une autre tournure : on vient d'apprendre que le gouvernement roumain a conclu une alliance militaire avec la Turquie. Le gouvernement roumain, c'est la famille des Hohenzollern, c'est l'influence allemande qui, à nouveau, est prépondérante à Constantinople.

Les jeunes turcs sont plus chauvins que les vieux turcs : ils veulent étendre leur domination sur toutes les populations musulmanes, sur l'Egypte, la Tripolitaine et la Tunisie.

Les difficultés qui semblaient applanies au Maroc vont recommencer en Tripolitaine et en Tunisie.

Aussitôt, changement d'attitude du gouvernement français : après huit mois de pourparlers, il interdit l'emprunt autrichien. Il interdit un emprunt de 150 millions, alors qu'on a autorisé plusieurs emprunts de la même sorte en France. Enfin, il défend aux nationalistes égyptiens de tenir leur Congrès à Paris, en expliquant, par une note communiquée à la presse, que s'il a défendu ce Congrès, c'est parce que les nationalistes égyptiens veulent moins l'autonomie de l'Egypte que la domination de la Turquie sur leur pays.

Il est incontestable que tous ces Etats anglais, allemands et français agissent dans tout ceci aux ordres des capitalistes de leur pays. Ils préparent une bouche internationale. Qui oserait le nier ? Dès qu'une invention nouvelle surgit, bien vite, on l'utilise pour la guerre : aéroplanes, sous-marins, dirigeables, cuirassés de fort tonnage, armes perfectionnées. Il serait puéril de s'imaginer que c'est avec des intentions pacifiques qu'on perfectionne de la sorte « l'art » de massacrer les hommes !

Ainsi, les capitalistes vont faire massacrer les travailleurs entre eux pour savoir quel groupe de capitalistes exploitera ces mêmes travailleurs ou leurs fils.

Est-ce que les intéressés sont prêts, à l'heure actuelle, pour empêcher la guerre ?

Non, les producteurs ne sont pas prêts.

Nous venons de voir l'impuissance la-

mentable des socialistes à leur dernier Congrès international.

Et comme en serait-il autrement ?

Certes, il y en a quelques-uns qui ne manquent pas de bonne volonté, mais ils ne voient pas ou ne veulent pas voir que les partis socialistes de tous les pays ne peuvent pas se dresser contre la guerre déclarée par l'Etat.

Leur action depuis un demi-siècle a consisté à collaborer toujours avec l'Etat. Leur tactique, qu'elle soit légale ou révolutionnaire, a été la même pour tous : leur action a évolué autour de l'Etat, pour le compte de l'Etat et non contre lui.

La conquête des pouvoirs publics avec son cortège de compromissions et de trahisons.

La démocratisation de l'armée, l'antimilitarisme qui consiste à aller à la caserne pour transformer l'armée ;

La défense de la laïque ;

Toutes ces actions s'identifient au fond. Elles procèdent du même esprit, de la même idée : Vouloir se servir des institutions de l'Etat, vouloir transformer l'Etat et non le supprimer.

Ces gens ayant placé leurs troupes socialistes sur un tel terrain ne peuvent plus bouger lorsqu'il s'agit, dans une circonstance comme une déclaration de guerre, de s'insurger contre l'Etat. Ils sont infondés à l'Etat. Ils sont attachés à sa fortune.

Aussi, devant la situation actuelle, la social-démocratie allemande a laissé entendre qu'elle irait à la guerre et elle demandait à un délégué anglais, Keir Hardie, que le gouvernement anglais renonçât au droit de prise. Preuve que ces gens entendent bien représenter l'Etat et ne pas faire d'autres manifestations que celles qui sont commandées par l'Etat.

En France, à ce moment, nous voyons l'Humanité, organe officiel des socialistes, dire par la plume de Lysis qu'il serait abominable que les capitalistes français prêtassent de l'argent au gouvernement autrichien, et il fait appel à un gouvernement fort (sic) (les royalistes n'ont jamais dit autre chose) pour mettre à la raison les capitalistes antipatriotes. De là à faire appel à un gouvernement fort pour mettre à la raison les travailleurs antipatriotes, il n'y a qu'un pas. Et soyez assurés que les socialistes le franchiront dès que la situation sera un peu plus tendue.

Pour nous, anarchistes révolutionnaires, ennemis irréductibles de l'Etat, de tous les Etats, nous continuerons à dire aux jeunes gens : « Refusez d'aller à l'armée, à la caserne ! Révoltez-vous collectivement ! Sinon, sachez qu'il ne vous restera que la désertion. »

Et lorsqu'un appel de mobilisation sera fait, soyez assurés que nous serons les seuls à dire aux producteurs : « Refusez de marcher à l'épouvantable boucherie internationale : révoltez-vous contre l'Etat. » Et nous le ferons.

Henry Combes.

## LE MOUVEMENT OUVRIER

Les camarades de Paris ou de province qui ont connaissance de faits pouvant entrer sous cette rubrique sont instamment priés d'adresser leurs documents à la rédaction du Libertaire.

## Contre la Répression bourgeoise

La grève des plombiers est terminée. La répression continue.

Les juges condamnent avec cynisme, escamotant la passivité de la foule. Ce sont, parmi les victimes : Blandin, un an de prison sans sursis ; Molard et Boissat, 8 mois sans sursis ; Esslinger, 2 mois pour entrave à la liberté du travail PAR LA PAROLE.

Et ce n'est pas fini. Une quarantaine d'ouvriers attendent en prison le bon vouloir des juges. Qu'ils aient agi ou non, peu importe. Etre considéré comme capable de se révolter équivaut à la condamnation. Jour, le secrétaire du syndicat des plombiers, inculpé de complicité morale (!) en saura probablement quelque chose avant peu.

Encouragés par l'impunité, les patrons et les juges sont sans pitié pour les ouvriers.

C'est la terreur, la réaction bourgeoise.

Les anarchistes, qu'aucun mouvement social ne devrait pourtant trouver indifférents peuvent, parfois, au moment des grèves, laisser les intéressés directs agir à leur guise, sans intervenir dans le conflit. Mais, à l'heure de la répression, il est temps qu'ils se dressent et agissent.

Jadis, les Ravachol, les Vaillant, les Emile Henry étaient moins patients que nous. Ils discutaient peut-être moins ; ils agissaient plus.

Or, devant le mouvement de réaction qui s'accroît de plus en plus chaque jour, les discours deviennent superflus. Il est temps d'agir.

Envers messieurs les juges, qui distribuent si libéralement les mois et les années de prison, envers nos bon gouvernants, qui s'imaginent nous mûrir sans peine, sachons employer les seuls arguments qu'ils peuvent comprendre : à la violence, répondons par la violence !

E. D.

## Pour ramener le corps d'Aernoult

La Commission désignée par l'Union des Syndicats de la Seine, le Parti socialiste (Fédération de la Seine) et le Comité de Défense sociale, pour organiser le côté matériel du transfert du corps du malheureux Aernoult, lâchement assassiné par les brutes gâlonnés des bagnes militaires, s'est réunie dernièrement.

Après avoir constitué son bureau et donné mandat à ce dernier de recueillir les renseignements nécessaires pour le transfert des restes de la victime, la Commission a décidé de se réunir à nouveau dans quinze jours pour fixer avec la date de l'arrivée du corps tous les détails du voyage.

Les organisations intéressées seront tenues au courant des travaux de la Commission par la voie de la presse.

Il reste bien entendu qu'en ce qui concerne l'agitation : l'organisation de meetings et autres manifestations, chaque groupe conserve sa libre initiative, son entière autonomie.

Pour la Commission,  
Le Secrétaire :  
THULLIER.

## Le Pioupiou de l'Yonne

Le pioupiou de l'Yonne vient de paraître. Tous les groupes, tous les militants, doivent répandre ce superbe numéro.

Sommaire : L'Affaire Aernoult-Roussel, contre les Officiers frappeurs ; La Propagande à la Caserne, de Un Sans-Patrie ; La Chanson des Fusils, de Gaston Coulté ; Conseils à un jeune Paysan ; Le Départ des Bleus de Marsolleau ; Ecoute, Consorti, de Luc Froment ; Le Météor Militaire, d'Urbain Gohier ; Aux Femmes, L. F. etc.

Superbes dessins inédits de A. Delannoy et Raïeter.

En vente à l'Humanité, à la Guerre Sociale et à l'Administration du journal, 33 bis, rue Saint-Pélerin, Auxerre.

Le numéro, 10 c. Prix pour la propagande,

Vu la conduite politique de Lerico-lais, des amis et collaborateurs du Libertaire se sont emus de trouver sa signature dans notre dernier numéro.

Malha ayant été seul à admettre et à publier son article, nous lui en laissons l'entière responsabilité.

LE LIBERTAIRE.

## SOUSCRIPTIONS

POUR LE PROCES DU LIBERTAIRE

Casal, 2 fr. ; J. G. 1 fr. ; Randl, 0,50 ; N.N. 0,50 ; Andrieux, 1,00 ; versé par Lanoff, 4,05.

POUR LE PROCES DU 11 OCTOBRE

Le Goff et plusieurs camarades, 8,30 ; Richman, 1,00 ; Rousseau, 6,00 ; Paulin, 0,90 ; Groupe libre de l'ébénisterie de la rue de Saint-Bernard, 4

# A BERLIN!

Qu'on ne s'y trompe pas ! Nous ne voulons pas rappeler, par cette exclamation, les clameurs sauvages qu'une certaine foule poussait sur les boulevards, en 1870, à la veille de la déclaration de guerre.

Nous ne désignons pas davantage l'espoir de nos amis de la Guerre Sociale.

Ce que nous exprimons par là, c'est un mouvement d'enthousiasme où se mêle, nous l'avouons, une pointe d'étonnement.

Berlin, la ville modèle au sens bourgeois ; Berlin si sage, où un vulgaire crime de droit commun met toutes les cervelles en ébullition ; Berlin, la capitale du terrible empereur aux fracassantes moustaches, Berlin s'insurge ! Des grévistes, aidés de la foule anonyme, livrent des batailles de quatre jours à la police et à l'armée, lapident les vitraux d'une église et méprisent assez le droit sacré des Propriétaires pour obliger ceux-ci à chasser les policiers qu'ils abritaient...

Ah, nous le savions bien que le parti socialiste ne représenterait que des appétits et non plus, à aucun titre, la classe ouvrière qu'il a trahie. Les fait sont là, et le parti social-démocrate, entre tous autres, en a fourni le plus éclatant témoignage au Congrès de Copenhague ; les hypocrites déclarations de leurs chefs auprès de quelques journalistes français ne nous donneront pas le change.

Et quoi de plus significatif que l'attitude de l'Humanité qui se contente d'enregistrer les événements de Berlin, le troisième jour seulement, sans une ligne de commentaires ?

La classe ouvrière, la vraie, a parlé les 25, 26, 27 et 28 septembre, à Berlin, et peut-être, depuis, s'est-elle fait entendre plus fortement encore !

Qu'on en juge par les nouvelles suivantes dont nous prenons connaissance au moment de mettre sous presse :

Berlin, 26 septembre.

Une nouvelle et très grave rencontre s'est encore produite aujourd'hui dans le quartier de Moabit entre la police et les charbonniers grévistes. Ceux-ci ayant attaqué des « renards », des agents à pied et à cheval avaient été chargés de protéger les travailleurs ; ils escortaient ce matin des voitures de bouillie, lorsqu'une grêle de pierres lancées par des ouvriers grévistes d'une usine voisine de l'entrepôt vint s'abattre sur les agents.

La soirée

Berlin, 27 septembre.

Ce ne sont plus des collisions, mais de véritables et sanglantes batailles qui se sont livrées ce soir et cette nuit, non plus comme ce matin et dans l'après-midi, entre des grévistes et des « jaunes », mais bien entre les grévistes, aidés par la foule, et la police.

D'après le Lokal Anzeiger (gouvernemental) de ce matin, auquel j'emprunte tous les détails qui vont suivre, les scènes qui se sont déroulées aujourd'hui sont absolument sans exemple pour Berlin. Voici, d'après les premières nouvelles, quel est le bilan de cette journée du 26 septembre, qui représente une date dans les annales du pays : trois officiers de police, quarante agents et de très nombreux assaillants sont plus ou moins grièvement blessés.

A dix heures et demie, l'émeute bat son plein dans la Beusselstrasse, où 4.000 personnes à peu près sont réunies, parmi lesquelles 500 femmes et jeunes filles.

Comme d'usage, un lieutenant de police fait les trois sommations légales à la foule.

On lui répond par une grêle de pierres. De toutes les fenêtres on jette sur les agents des bouteilles, des verres et autres projectiles. Un certain nombre d'agents sont blessés. Aussitôt les officiers ordonnent de dégainer et de charger la foule. Celle-ci recule, mais continue à faire pleuvoir des pierres sur les agents.

De huit heures à minuit, malgré — circonstance aggravante — tous les avertissements donnés, une foule immense, estimée à 100.000 personnes pour la seule rue de Beussel, n'a cessé, dans les différentes artères de Moabit, de conspuer les agents, auxquels elle lançait les projectiles les plus divers.

C'est en vain que le préfet de police, M. de Jagow, arriva en personne sur le champ de bataille. La lutte continuait très ardente, plus ardente que jamais. La police dut à plusieurs reprises charger la foule, sabre au clair. Celle-ci ne recula pas, mais au contraire, riposta à coups de revolver.

Berlin, 28 septembre.

Vous avez déjà vu par les dépêches précédentes quelle avait été la gravité de cette quatrième journée de bataille rangée dans un quartier des plus peuplés de Berlin. Ce matin, en lisant les journaux, on voit que les premières nouvelles données sont encore au-dessous de la réalité.

Effectivement, même d'après le Lokal Anzeiger, journal gouvernemental qui n'a aucun intérêt à exagérer les choses, on lit qu'à plusieurs reprises les agents de police firent feu de leurs revolvers, non pas en l'air, mais bien sur la foule.

D'après le Lokal Anzeiger, le préfet de police lui-même indiquait à ses agents de quel côté ils devaient tirer. On voit encore dans le même journal qu'à dix heures et demie du soir, dans la rue Sickingen, la bataille atteignit son apogée. Par trois fois, le lieutenant de police somma la foule de se disperser. Celle-ci répondit en chantant la Marseillaise et en jetant des pavés sur les autorités. Au même moment, toutes les fenêtres d'une maison s'ouvraient, et une véritable grêle de bouteilles de bière vides, de siphons d'eau de seltz et d'objets hétéroclites tombait sur les agents. Entre temps, on jetait des pétards allumés entre les jambes des chevaux des agents montés, et la foule tirait des coups de revolver sur la police.

A voir si longtemps l'Empire allemand afficher des intentions aussi guerrières, dans un appareil militaire effroyable, tandis que les grévistes prussiens, saxons ou badois, faisaient montre, tant de fois, d'un pacifisme qui pouvait se confondre, et non pas seulement pour l'oreille, avec le passivisme, les révolutionnaires latins se sentaient pris parfois d'un réel désespoir. Et ils ne pensaient qu'à charger de leur haine les social-démocrates qui s'appliquaient à endiguer dans leurs rangs de politiciens la classe ouvrière allemande. Car ils n'ignorent pas qu'une révolution sociale éclatant dans un pays quelconque, verrait terriblement diminuer ses chances de réussite, si elle n'était appuyée par les prolétaires des pays voisins.

Pourtant, malgré tout, nous sentions bien qu'il ne pouvait en être toujours ainsi. L'étouffante oppression d'un gouvernement autocratique, les impôts exorbitants, l'exploitation féroce du Capital ne pouvaient pas ne pas accumuler de farouches haines au fond des cœurs prolétaires. Sinon, n'aurait-il pas fallu dénier toute figure humaine à nos frères d'outre-Rhin ?

Et cela, le Libertaire l'exprimait le 11 septembre en disant :

« Encore une déclaration absolutiste du « Grand Empereur », encore le sempiternel refrain de la poudre sèche. Le

délégué allemand au Congrès de Copenhague peut bien, après cela, prendre des airs de malamore en parlant de « ce Monsieur (l'Empereur) avec qui nous réglerons nos comptes à notre retour » ; ces airs font sourire. Pauvre Petit-Poucet social-démocrate, tu parles de l'ogre à ton aise... à Copenhague. Les bas-fonds populaires ne grondent pas encore. Eux seuls imposeront silence au soudard couronné d'un autre âge. »

Maintenant, les révolutionnaires d'ici et d'ailleurs peuvent envisager avec un espoir nouveau l'idée d'une révolution. Justement, la situation européenne redevient aussi menaçante, sinon plus, qu'elle l'était en 1905, lors du célèbre voyage de l'empereur à Tanger. Saignés aux quatre veines, les peuples n'auront bientôt plus une goutte de sang à exprimer pour payer des dépenses militaires dont l'histoire n'a pas d'exemple et qui vont quand même en augmentant ; les gouvernements s'affolent : l'Allemagne, qu'on a voulu entourer d'un cercle de fer, fait des efforts titaniques pour déborder ses ennemis ; dans les Balkans, les craquements souterrains dont ce sol est toujours le théâtre, augmentent tout à coup d'intensité : une guerre européenne est possible.

Oui, mais la guerre, c'est la Révolution, — si les révolutionnaires savent agir promptement et sans faiblesse. Et le ciel prévisible de la Révolution s'enflamme soudain d'une magique aurore, à la pensée que sur l'horizon où régnait une pénombre redoutable, une foule d'hommes s'est levée !

A Berlin, des prolétaires ont signifié l'étroite solidarité qui les unit au monde des révoltés de la manière la plus éclatante : par la révolte.

Les « bas-fonds » ont grondé.

Silvaire.

## POUR ROUSSET

Une lettre de M<sup>r</sup> Bonzon au ministre de la Guerre

Monsieur le Ministre,

Vous me refusez le droit de voir mon client Rousset à Douera et son dossier à Oran. Vous le faites après quinze jours de silence, malgré mes demandes répétées, vous le faites ce soir, alors que je viens de vous aviser cet après-midi que je partais demain pour l'Algérie.

Je ne discuterai pas en détail votre lettre de ce soir, non plus que celle du 20 courant où vous tentez de justifier la condamnation de Rousset pour un outrage qui, proféré le 18 juillet 1909, n'aurait été relevé de votre propre aveu que le 12 octobre.

Il y a, en effet, trop d'inexactitudes dans les documents que vous m'envoyez sans les avoir confrontés.

Aujourd'hui, vous m'invitez, si je veux voir Rousset, à intentionner une demande de révision. Or, le 18 juillet 1910, le frère de Rousset vous adressait une plainte en faux témoignage contre les accusateurs de mon client, plainte qui contenait en toutes lettres la phrase suivante : « Il faut, monsieur le Ministre, que vous les poursuiviez pour faux témoignage et qu'ainsi vous ne puissiez refuser plus longtemps la révision de la condamnation inique qui délient mon malheureux frère au pénitencier de Douera, alors que son seul crime est d'avoir crié à l'assassinat et cru que sa voix serait entendue par votre justice militaire. »

Les documents militaires, qui ne furent pas toujours authentiques dans tous les procès, sont-ils désormais devenus invisibles pour qu'un avocat n'en puisse examiner de trop près l'authenticité ? La réalité, Monsieur le Ministre, ressort trop clairement de votre subit revirement. Vous ne voulez pas que je voie le dossier de Rousset parce que cet examen m'édifierait sur la légalité de la condamnation prononcée contre lui.

Vous voulez moins encore que je voie Rousset lui-même parce que l'infortuné ne peut plus résister au régime spécial qui est sans doute le sien à Douera, comme il fut celui d'Aernoul à Djenned-Dar.

Le 24 juillet 1910, quand je vous écrivais pour vous demander l'audience que vous me fîtes donner par M. le Directeur de la Justice militaire, je vous disais : « Aussi bien je ne viens auprès de vous que dans la pensée qu'une iniquité peut être redressée même quand elle a été commise au sein de l'armée. »

Vous ne voulez plus, Monsieur le Ministre, entendre mon appel. Mais il est une justice suprême : l'opinion publique. Et c'est à elle que je vais m'adresser pour sauver Rousset.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

M<sup>r</sup> Jacques BONZON,  
Avocat à la Cour.



Le meilleur moyen pour assurer l'existence de « Libération », c'est de lui faire des abonnés.

Les camarades dont l'abonnement est échu sont priés de le renouveler pour éviter des frais de recouvrement.

## L'HORREUR RUSSE

Ce qui se passe en Russie depuis quelques années sera la stupefaction de l'Histoire. Toutes les turpitudes, les iniquités, toutes les horreurs de l'ancien régime en France sont infiniment dépassées. Au sursaut révolutionnaire de l'élite russe a succédé une répression devant laquelle la Terreur blanche fut bien peu de chose.

Le bilan dressé par notre ami Kropotkine, dans son terrible ouvrage *La Terreur Russe*, ne tient compte que des chiffres et des faits officiellement reconnus ; qu'on juge du reste ! Toutes les prisons regorgent de malheureux affamés, torturés ou ravagés par la maladie. Ce qui se passe dans ces prisons, si nombreuses sur tout le territoire russe, est pour vous mettre la mort dans l'âme...

La réaction la plus féroce, prise naguère d'une panique folle, agenouillée devant la Révolution un instant triomphante, grisée maintenant par son succès, accumule horreurs sur horreurs. Tous ceux qui pensent ou aspirent vaguement à quelque mieux-être social sont exterminés ou sur le point de l'être. Une atmosphère noire et lourde, chargée de poisons, plane sur la Russie, et sous ce ciel lugubre et pestilentiel, un peuple de 100 millions d'âmes gémit ou s'énervé jusqu'à la névrose, jusqu'à la folie. L'esprit de suspicion glissé comme un serpent dans le cœur de tous, rend la vie affreuse pour tous.

De là ces poussées soudaines d'une littérature malade, vénéneuse ou lugubrement pessimiste. A grand-peine, nous pouvons nous faire une idée des perturbations mentales où semble chavirer la Russie entière. Des œuvres comme celle d'Andréiev ou de Sollogoub nous apportent du moins quelques lueurs.

Théodore Sollogoub est un écrivain misanthrope, démoniaque, pour qui ne compte que la « minute présente ». « Depuis quelques années, écrit Vera Starkoff, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> septembre, il est en vogue. Son heure est venue au moment où la bête humaine a pris le dessus sur l'héroïsme révolutionnaire et où l'instinct du beau a fait place au culte de la mort. »

« Le plus célèbre de ses romans, *Le Démon mesquin*, peint l'atmosphère affolante d'un régime arbitraire qui provoque la démonomanie. Le peu de sécurité de la vie, les injustices quotidiennes, le favoritisme cynique et la double surveillance officielle et secrète exercée sur les individus, développent démesurément la peur et la méfiance. Lorsqu'on risque à tout instant de perdre sa situation et sa liberté sur le moindre rapport d'un policier, d'un chef hiérarchique, ou même d'un camarade malveillant, on devient facilement la proie de l'épouvante. Cette atmosphère d'angoisse et de contrainte réveille les instincts du mal, les instincts démoniaques, chez les hommes médiocrement intelligents et sans volonté. Ils sont légion en Russie. »

Les excès d'un mysticisme malsain, le mépris, la haine de l'humanité s'ensuivent sur une bien plus vaste échelle que dans ces périodes qu'ont connues les Parisiens après la Semaine Sanglante, les Vénitiens sous la domination autrichienne, etc.

L'horrible régime tsariste se soutient surtout par une institution abominable entre toutes, l'*Okrania*, sorte de préfecture d'agents provocateurs, dont W. Bourtzeff a dénoncé quelques-unes de ses menées infâmes.

Et voici que le *Journal* nous annonce des révélations auprès desquelles les précédentes ne seraient rien. Un gros personnage de l'*Okrania*, Menchikoff, serait un révolutionnaire ! C'est lui qui aurait documenté Bourtzeff par l'intermédiaire de Bakai, un ancien chef de l'*Okrania* à Varsovie, passé de l'autre côté de la barrière ; peu à peu, il aurait expédié à l'étranger des centaines de kilos de papiers ; il aurait filé lui-même et ses révélations commenceraient bientôt !

Hier encore Menchikoff était considéré par le gouvernement russe comme l'un de ses meilleurs, de ses plus fins et de ses plus dévoués policiers politiques. Avant d'être attaché au département de l'*Okrania* dans un poste de confiance qu'occupait à la fin de sa carrière le fameux Ratchkowsky, Menchikoff

avait été lui-même chef de la police, à Moscou, puis maître incontesté de toutes les polices dans les dix départements polonais. Il était passé de là en Finlande, jouant ainsi les rôles les plus importants.

Pendant vingt années, cet homme eut donc à s'occuper des affaires les plus délicates ; on lui confia les instructions les plus secrètes. Pendant vingt années, il vit venir entre ses mains, à titre confidentiel, les documents les plus graves.

Et pendant vingt années, ce haut fonctionnaire, avec une patience déconcertante, recopia tous ces documents pour en conserver les doubles. Puis, il les classait proprement pour s'en servir un jour, et les précautions silencieuses de ce personnage ambigu se bornaient à laisser toujours à portée de sa main un fort flacon plein d'un puissant acide. Ainsi était-il toujours prêt à détruire d'un seul geste toute sa documentation illicite dans le cas improbable où il aurait été surpris. Car Menchikoff savait ce qu'était une perquisition.

Peu à peu, les documents s'entassèrent et il en était plus d'un qui présentait un puissant intérêt. Ceux qu'ils pouvaient intéresser le plus, c'étaient évidemment les chefs des partis révolutionnaires et, insensiblement, l'archiviste méticuleux se découvrit des sym-

Quels abîmes psychologiques ces faits ouvrent devant nous...

« C'est à contre-cœur, s'exclama un jour Menchikoff, que j'ai exercé ces fonctions ; elles remplaçaient mon cœur de dégoût ; mais il me fallait arriver à mon but. J'y ai presque réussi : je veux tuer le régime de provocation. »

Il est trop difficile de descendre dans ces âmes obscures pour y déceler la part de sincérité qui dicte de si patientes félonies. Azeff et Menchikoff mourront avec leur secret. Quoi qu'il en soit, Menchikoff prétend, affirme qu'il est toujours l'âme révolutionnaire et travailla chez « l'ennemi » par ardeur passionnée pour le sacrifice.

Le fait certain est qu'il livra aux révolutionnaires tous les agents de grande envergure que leur envoyait la police russe. Ce fut lui qui dénonça Landesen-Harting dont le *Journal* a parlé naguère.

Ce fut lui qui démasqua la policière Youtchenko, qui opérait en Allemagne, et qui, devant des preuves accablantes, fit à Bourtzeff des aveux complets et d'ailleurs assez cyniques.

Ce fut lui encore qui renversa une des idoles des partis avancés à Moscou, Mme Cerebrakoff. Quand cette femme, qu'on n'appelait que la « Sainte Grand' Mère », fut accusée formellement par le *Rousskoï Slovo* d'avoir un pacte avec la police, ce fut dans la ville une stupeur d'indignation. Faisant tête à l'ennemi, Mme Cerebrakoff intenta au *Journal* russe un procès qui tournera sans doute à sa confusion, si les documents apportés contre elle sont vraiment fournis, comme on l'assure, par Menchikoff lui-même.

Comme dit le *Journal*, nous pouvons nous attendre aux pires choses.

\*\*\*

Que conclure de tout cela, sinon qu'une révolution doit l'emporter à tout prix, qu'il faut frapper vite et terriblement fort si l'on ne veut qu'une interminable répression, comme on en vit en France en 1815 et 1871 par exemple, ne tarisse pour longtemps dans un pays la sève humaine la plus pure, en déprimant affreusement ou en empoisonnant les hommes de cœur qu'elle ne supprime pas.

Pamphile.

## POPOTE SYNDICALE

Cette année encore comme les années précédentes, va revenir l'éternelle question de la Représentation Proportionnelle des syndicats au Congrès de Toulouse. Ainsi en a décidé le syndicat textile de Roubaix. Personne n'en sera surpris, car le monde du travail sait que c'est là sa marotte et qu'un jour il pourra mettre avec cette question, la main sur la Confédération Générale du Travail pour en faire son instrument politique comme il en a fait un avec le syndicat de Roubaix. Il faut que les camarades redoublent d'énergie et qu'ils ne laissent jamais faire dans leur syndicat ce que nous avons laissé faire ici par notre négligence, car ces politiciens en ont profité dans une assemblée générale voilà environ une dizaine d'années, pour faire voter un sou par membre et par mois dans la caisse du Parti collectiviste ; par ce moyen ils nous soutinrent une dizaine de mille francs par an de la caisse du Syndicat pour leur popote électorale.

Et dire que ces gaillards ont le toupet de protester parce qu'ils doivent payer proportionnellement à leurs membres à la C.G.T., sous prétexte qu'ils n'ont droit qu'à une voix au Congrès, tout comme les petits syndicats. Pour ce motif, ils réclament la Proportionnelle, ce qu'ils se gardent bien de donner aux autres, puisqu'ils sont à peine neuf cents affiliés à leur Parti ouvrier et qu'ils

font la loi à seize mille syndiqués. C'est bien là ce qu'on appelle avoir un toupet de politicien.

Nota. — Les camarades sont priés de ne pas chercher pourquoi je ne signe pas cet article, c'est qu'au syndicat textile de Roubaix on ne peut ni écrire ni parler sans encourir la révocation, car il est bien rare que l'on voie une assemblée générale sans qu'il soit demandé la révocation d'un membre pour avoir osé critiquer la commission ou un membre du syndicat, soit par écrit, soit verbalement.

Malheur à nous quand ces gaillards tiendront la queue de la poêle.

## Au Président Fallières

Monsieur le Président, je vous le dis sans ambage : il est temps que vous suiviez l'exemple de Casimir-Perier. Quittez la présidence de la République Française. Un individu tout aussi tenace que Caserio menace vos jours.

Certes, je ne veux pas établir de parallèle entre un héros et un vil tartufe ; mais je tiens à vous prévenir du complot qui se tramait contre vous depuis bientôt deux ans.

Le vil tartufe auquel je fais allusion est un beau parleur, insinuant, fonceusement vicieux et immensément canaille.

Je vous l'affirme : il a juré votre perte. Mais comme il est trop lâche pour vous donner le coup de pouce, il fait tout son possible pour armer contre vous le bras d'un vengeur anonyme.

Et si vous doutez de mes paroles, Monsieur le Président, je vais vous donner des preuves de ce que j'avance.

Tout d'abord, le sieur Briand, car c'est de lui qu'il s'agit, se concilie les bonnes grâces du clergé. Après l'avoir combattu pour se faire de la réclame, il lui fait risette aujourd'hui. Tous les journaux de la calotte le félicitent de sa conversion et le donnent comme un modèle de tolérance aux Vallé et aux Bourgeois qui, eux, continuent à batailler contre l'Eglise catholique, apostolique et romaine. M. Aristide, en agissant ainsi, suit l'exemple de Badinguel. Il sait qu'on ne peut rien faire de malpropre sans l'assentiment cléricol.

Tout cela, me direz-vous n'a aucune corrélation avec un attentat contre mon existence.

Au contraire, cela en a beaucoup. Continuez cette lecture. Vous serez convaincu.

Si Aristide, en effet, a fait jusqu'à présent des mamours à la calotte, c'est pour indisposer contre le régime que vous représentez tous les travailleurs qui, eux, détestent cordialement les cléricafards. Et comme l'affaire ne se corsait pas assez vite à son gré — malgré le geste de Malhis — il vous a fait endosser, ces temps derniers, des crimes juridiques que Carnot lui-même n'avait pas à son actif.

Il y a d'abord l'assassinat de Liabeuf survenant après la grâce inqualifiable de Graby. Ce seul forfait a soulevé contre le pouvoir actuel tout ce que notre pays compte de cœurs généreux.

Après, est venue, comme à plaisir, la chose la plus monstrueuse qu'on puisse désirer pour soulever la colère du peuple : la cherté des vivres avant même qu'on soit renseigné sur l'état de nos récoltes.

Et, pour broder sur le tout, voici que surgit en Tunisie un vrai massacre de soldats dont le seul crime est d'avoir voulu échapper aux tortures des infâmes chaouchs des bagnes africains.

Ah ! comme le sieur Aristide doit se frotter les mains en ce moment, devant les cris de vengeance qui s'élèvent de partout, surtout depuis qu'il vous a fait signer des arrêtés qui, dans son esprit, équivalent pour vous à des arrêtés de mort.

Aussi, je ne puis m'empêcher, moi qui, pourtant, vous méprise cordialement, de vous crier casse-cou ! Il ne faut pas que le sieur Brigand échappe aux responsabilités que lui seul a encourues.

Lui seul est coupable de l'assassinat de Liabeuf ; lui seul est cause que les spéculateurs nous affament ; lui seul a les mains teintes du sang des enfants du peuple fusillés en Tunisie.

Et qu'il ne nie pas ! Les affameurs, il pouvait les mater. Et quand on a un passé révolutionnaire comme le sien et qu'on devient chef d'un Etat démocratique, si l'on n'est pas un traître, on empêche un président de salir un régime, comme le régime républicain est sali depuis quelque temps. Et, au besoin, on lui saute à la gorge.

Aristide ne l'a pas fait et pour cause. Il espère que c'est vous qui allez expier ses forfaits. En un mot, il veut, à la faveur d'un attentat devenu inévitable depuis l'accomplissement des actes criminels ci-dessus énumérés, vous rem placer à l'Elysée.

Eh bien ! Monsieur Fallières, il ne faut pas vous prêter bêtement à une paille combinatoire. Il faut quitter l'Elysée.

Quand vous aurez accompli ce devoir — me vous commande la plus simple prudence et la plus vulgaire honnêteté, nous verrons la grimace qu'esquissera la face vicieuse d'Aristide, le jour où nous lui demanderons compte — au nom de la Révolution qu'il pré-

conisait jadis — de ses crimes de lèse-humanité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus petite considération.

Ernest Pichon.

## Comité de Défense Sociale

Le tirage des images (genre Epinal) pour la propagande en faveur de la libération de Rousset et des obsèques d'Aernoul, sera terminé d'ici quelques jours.

Mais déjà nos amis des Comités de province, les secrétaires des syndicats et des groupes, ainsi que les militants isolés, peuvent nous faire connaître, en nous adressant le montant, les quantités qu'ils désirent. Ajoutons que cette image est illustrée par notre sympathique ami, le dessinateur Poncet.

Elles seront vendues aux prix suivants : Le mille, 15 francs ; 500, 8 francs ; 250, 4 fr. 75 ; 100, 2 francs.

Adresser la correspondance au secrétaire E. Tissier, 24, rue Paul-Albert, Paris.

Le trésorier a reçu : Par Mark, 20 fr. ; Section auxerroise, 4 fr. ; Syndicat des maçons d'art, 200 fr. ; Syndicat de la voiture, 50 fr. ; Jeunesse syndicaliste, 11 fr. 50 ; Syndicat des bijoutiers, 10 fr. ; Gamery, 5 fr. ; Voyageurs de commerce, 10 fr. ; Syndicat conducteurs autos, 25 fr. ; Berlin, 4 fr. ; Groupe d'Henri Leliard, 10 fr. ; Syndicat textile à Comines, 50 fr. ; Arthur Dreux, 2 fr. — Total, 401 fr. 50.

Recettes, 2.000 fr. 15. — Dépenses, 1.272 fr. 85.

Reste en caisse, 727 fr. 30.

Adresser les fonds au trésorier Ardouin, 86, rue de Cléry, Paris.

Tous les membres du Comité sont priés d'être présents à la réunion de ce soir au local habituel. Urgence.

## Mouchards à l'œuvre

La semaine dernière, Malato (qui était à Bayonne) me pria de le mettre en rapport avec un copain espagnol sérieux, pour divers renseignements. Je l'abouchai avec un espagnol nommé Payueta, adjoint à l'ingénieur de la ville de Biarritz comme géomètre.

A peine venions-nous de quitter Malato, que le copain s'aperçut que nous étions filés par des mouchards espagnols. Sur l'invitation du camarade, nous nous séparâmes pour rentrer à Biarritz. Depuis, je ne l'ai plus revu.

Deux jours après, j'appris de divers côtés que la police enquêtait sur mon compte. J'avais donc quelque raison d'être inquiet pour Payueta qui, réfractaire en Espagne, ne conserve à Biarritz la place qu'il occupe que grâce à des prodiges de prudence et surtout à d'incontestables qualités professionnelles. Cet excellent camarade aurait-il été escamoté et reconduit à la frontière ? D'autre part, des mouchards rôdent en permanence autour de mon atelier. Depuis quel temps, l'agitation anarchiste à Bayonne et Biarritz inquiète la police. Ça sent le complot policier... Faudra voir. Je tiendrai le *Libérateur* au courant.

A. Prieur.

## L'Agitation

SAINT-NAZAIRE

Sabotage et gabegie

Les journaux bourgeois racontaient, il y a peu de temps, qu'un acte de sabotage avait été commis à bord du cuirassé en construction *Condorcet* et que deux ouvriers avaient été renvoyés.

Juste là, c'est la vérité. Mais ces journaux se sont abstenus, et pour cause, de donner les détails et les suites de l'affaire. Tout d'abord, les ouvriers incriminés ne pouvaient être les auteurs de ces actes, étant donné qu'ils étaient occupés à l'ajustage et que ce sont des fils électriques qui furent coupés ; il est reconnu qu'il leur était matériellement impossible d'accomplir ce sabotage « intéressé ». En effet, seuls les fils qui ne devaient servir qu'après réception du bateau furent atteints, alors que ceux qui servent à l'éclairage des travaux d'aménagement restèrent en état.

A la notification de leur renvoi, les deux ouvriers se rendent à la direction pour obtenir des explications. Guichard, directeur des chantiers de la Loire, leur affirme que c'est le manque de travail qui l'oblige à débaucher du personnel, pendant que les mêmes journaux assurent, sur une note venant de la direction, qu'une période de un mois sera nécessaire à quatre ouvriers pour réparer les déprédations commises.

L'un des ouvriers renvoyés était secrétaire des électriciens, l'autre ex-secrétaire de la métallurgie. Le véritable motif est donc le syndicalisme, la métallurgie ayant entrepris un mouvement de propagande il y a peu de temps ; voilà pour le renvoi.

Pour le sabotage, sachez que les bateaux sont encore aux chantiers de construction, alors qu'ils devraient être livrés. L'opinion publique pourrait donc s'émouvoir, et ça ne serait pas de circonstance, car les Chantiers vont rentrer, les crédits pour la marine se discuter, et ces messieurs des constructions navales voudraient avoir leur part du gâteau. Tel est le motif du sabotage.

Démontrons, se sont dit ces Messieurs, que ces bâtiments ne sont plus en sûreté dans nos chantiers, l'amirauté s'en emparera et dès lors nous aurons nos coupées franches pour nous lancer à une nouvelle curée, car une fois ces bâtiments partis, l'on ne saura jamais à quelle époque ils seront livrés et acceptés.

Epilogue. — La Bourse du travail ayant été saisie du fait et une délégation s'étant présentée au directeur, les deux ouvriers ont été réintégrés.

